

ORANGE  
GRAND OUEST

Les élus **CFDT** du Comité Social de la DO Grand Ouest s'interrogent sur leur rôle au sein même de cette instance et lancent un signal d'alerte. Nous ressentons et constatons de manière unanime, une volonté d'empêcher, de limiter les débats et échanges.



La **CFDT** estime que notre direction enterre le dialogue social.

En effet, depuis le début de la mandature, **3 dossiers structurants** présentés.

- L'aménagement de site de Ploufragan dans les Côtes d'Armor,
- La fermeture de 6 nouvelles *boutiques*
- *Le projet d'un nouveau et un seul Règlement Intérieur* pour l'ensemble des salariés de la Direction Orange Grand Ouest (ce projet fait la part belle aux termes tel que sanctions, licenciements, avertissements ...)

**La CFDT dénonce toujours et encore le manque de moyens criants et des séances qui se limitent aux dossiers obligatoires**

Quant aux projets d'évolution, l'Agence Distribution serait-elle la seule unité à se réorganiser, se transformer ... ?

Pour la **CFDT**, les autres unités semblent avoir disparues du paysage de la DO Grand Ouest, que ce soit dans les UCI Ouest et Normandie-Centre, à l'USC Grand Ouest, à l'Etat-Major. Un même mot d'ordre :

**RIEN A SIGNALER, CIRCULEZ IL N'Y A RIEN A VOIR.**

Nous n'évoquerons pas la Direction Entreprises Grand Ouest et A2P Grand Ouest, cela fait plus de 4 ans qu'ils sont aux abonnés absents. La **CFDT** déplore que tous les projets concernant ces deux entités ne soient que présentés et débattus au national, alors que chaque territoire a ses propres spécificités et qu'il est important de le prendre en compte.

Pourquoi le restreindre ?

Des dossiers auraient nous être présentés comme :

- Le bilan à la suite de la tempête Ciaran de l'automne dernier,
- Les projets Canopée et Fibre 360 ...

Enfin, la grande **nouveauté** de cette mandature ... **les procédures de reclassement en forte croissance**, que l'on ne compte plus depuis février. Les salariés de la DO Grand Ouest ne nous ont pas élus pour acter le sort de nos collègues.

La **CFDT** ne souhaite nullement que l'instance du CSEE de La DO Grand Ouest soit simplement une chambre d'enregistrement et espère être entendue.

